

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
Cellule Contrôle Techniques et Environnement Sud  
2 rue Jean Richepin  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 06/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SUEZ RV MÉDITERRANÉE**

550 rue Ettore Bugatti - ZI Polygone Nord  
66000 Perpignan

Références : 2023-036-PR/EX  
Code AIOT : 0018300015

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'installation de regroupement, tri et transit de déchets non dangereux que la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE exploite 550 rue Ettore Bugatti - ZI Polygone Nord, à Perpignan (66000). Cette visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée. Elle n'a pas été annoncée à la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

La visite d'inspection du 23/02/2023 a été réalisée dans le cadre d'une action régionale de la DREAL Occitanie dénommée « Tri au carré (Tri²) » afin de contrôler le respect des dispositions réglementaires relatives à la traçabilité des déchets et, en particulier, de ceux faisant l'objet d'un transfert transfrontalier entre la France et l'Espagne.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV MÉDITERRANÉE
- Installation de regroupement, tri et transit de déchets non dangereux
- 550 rue Ettore Bugatti - ZI Polygone Nord - 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0018300015
- Régime : Autorisation

L'installation de regroupement, tri et transit de déchet non dangereux que la société exploite à Perpignan a été initialement autorisée par arrêté préfectoral n° 2322 du 05/07/2001. Cette installation a été, à l'époque, exploitée par la SOCIÉTÉ NOUVELLE CATALANE ET OCCITANIE DE RECYCLAGE (SNCOR-CIBAUD). L'arrêté préfectoral n° 2322 du 05/07/2001 a été modifié par arrêté préfectoral n° 2010326-0006 du 22/11/2010 suite à la publication du décret n° 2010-369 du 13/04/2010 ayant modifié plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Désormais, le site est régi par l'arrêté préfectoral n° 2015065-0026 du 06/03/2015 qui a :

- acté le changement d'exploitant du site au profit de la société SITA SUD ;
- abrogé l'ensemble des prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs ;
- actualisé les volumes de déchets autorisés à être traités dans l'établissement, suite à un projet de modification des installations sollicité par le nouvel exploitant.

Enfin, suite à publication du décret n° 2018-458 du 06/06/2012 ayant entraîné une nouvelle évolution de plusieurs rubriques de la nomenclature des ICPE, d'une nouvelle déclaration de changement d'exploitant de l'établissement et nouvelle modification de ses conditions d'exploitation, monsieur le préfet a, sur proposition de l'inspection des installations classées, pris un nouvel arrêté préfectoral (n° PREF/DCL/BCLUE/2021-102-0001 du 12/04/2021).

Cet arrêté préfectoral, dernier en date pour cet établissement, a :

- acté le changement d'exploitation au profit de la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE ;
- actualisé les rubriques de la nomenclature des ICPE auquel il était soumis, dont deux d'entre elle sont passées sous le régime de l'enregistrement ;
- a complété les prescriptions applicables aux installations avec celles de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/2018<sup>1</sup>.

Ainsi, à la date du contrôle du 16/03/2023 l'établissement de la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE était autorisé au titre des rubriques de la nomenclature des ICPE et dans les conditions rappelées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Activité	Capacité autorisée	Régime*
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois	Volume de papiers, cartons, plastiques et bois : <b>1 840 m<sup>3</sup></b>	E
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes	Volume de déchets d'activité économiques et déchets d'éléments d'ameublement : <b>1 010 m<sup>3</sup></b>	E
2791-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Broyage de Papiers / cartons en vue d'une valorisation matière : 6700 t/an soit 26,8 t/jour Broyage de DIB / Encombrants en vue d'une valorisation énergétique ou d'une élimination : 18500 t/an soit 74 t / jour  Soit un total de <b>100,8 t/ jour</b>	A

<sup>1</sup> Arrêté du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Activité	Capacité autorisée	Régime*
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Surface dédiée au stockage de métaux : <b>100 m<sup>2</sup></b>	D

\* A = autorisation, E=enregistrement, D=déclaration.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Registre : destination des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2, 1er al.	Sans objet
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	Sans objet
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	Sans objet
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors du contrôle du 16/03/2023 de l'établissement que la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE exploite 550 rue Ettore Bugatti - ZI Polygone Nord - à Perpignan (66000), l'inspection des installations classées n'a relevé qu'une seule non-conformité aux prescriptions qu'elle a contrôlées.

Celle-ci concerne le registre des déchets sortant de l'établissement qui ne comporte pas toutes les informations exigées par la réglementation concernant les installations expédiant les déchets.

Par conséquent, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le préfet d'adresser une lettre de suite préfectorale à la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE afin qu'elle lui transmette, dans un délai n'excédant pas 3 mois, les éléments démontrant qu'elle a remédié à cet écart pour ses futures expéditions de déchets.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Registre : présence registre déchets sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2, 1er al.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
<b>Constats :</b> Conforme. L'exploitant dispose d'un registre chronologique de tous les déchets sortants de son établissement. L'inspection des installations classées constate que celui-ci est tenu à jour. Il se présente sous forme dématérialisé : logiciel « CLEAR », développé par le groupe SUEZ.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Registre : date sortie déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
<b>Constats :</b> Conforme. L'inspection des installations classées constate que pour chacun des déchets expédiés, la date d'expédition est renseignée dans le registre des déchets sortants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Registre : dénomination déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
<b>Constats :</b> Conforme. Dans le registre des déchets sortants, la dénomination et les codes des déchets correspondent aux déchets en attente d'expéditions (en balles) présents sur le site. Il s'agit, pour l'essentiel, de déchets de papier, de carton ou d'emballages plastique.

**Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 23/02/2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 23/02/2023</b>
 
<p>Aucun déchet POP (polluant organiques persistant) ou dangereux, visible, n'a été observé sur le site à lors du contrôle. Par conséquent, dans le registre des déchets sortant figurent uniquement les codes déchets de déchets non dangereux.</p> <p>En plus des codes déchets (à 6 chiffres) mentionnés à l'annexe de la décision n° 2000/532/CE du 03/05/2000, l'inspection des installations classées confirme que le registre des déchets sortants comporte, également, pour chaque type de déchet sortant (papier, carton, plastiques) le code correct, commençant par la lettre B de l'annexe IX de la convention de Bâle.</p> <p>Le site ne reçoit pas de déchets d'activités de soins à risque infectieux et assimilés (DASRIA). La quantité de déchet sortant est mentionnée pour chaque lot de déchets expédiés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Registre : gestion et transport

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Conforme. Pour l'expédition de ses déchets triés en Espagne, la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE fait appel à un négociant, la société SUEZ NÉGOCE, du même groupe. Pour les expéditions de déchets concernés, l'inspection des installations classées constate que l'ensemble des informations relatives à ce négociant et exigées par la réglementation figurent dans le registre des déchets sortant. L'inspection des installations classées constate que les autres informations (telles que la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse ... du ou des transporteurs prenant en charge les déchets), exigées par les prescriptions ci-dessus, apparaissent également dans le registre</p>



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets des déchets sortants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Registre : destination des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :  e) Concernant la destination du déchet :  - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;  - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;  - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;  - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;  - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b> Sur le registre des déchets sortants, l'inspection des installations classées constate que la société SUEZ RV MÉDITERRANÉE expédie certains de ces déchets (balles de papier triés, notamment) dans plusieurs établissements implantés en Espagne (à Saragosse, Séville, Rosselló, Lérida, Vallbona d'Anoia, La Pobla de Claramunt). Pour ces expéditions, dans le registre des déchets sortants, les adresses de ces établissements et certaines des informations concernant les sociétés (raison sociale, adresse, numéro de SIRET (ou NIF espagnol - <i>Número de Identificación Fiscal</i>) qui les détiennent et exploitent ne sont pas renseignées ou sont incomplètes. Cet écart réglementaire constitue une non-conformité aux dispositions de l'article 2.e de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.  Toutefois, l'inspection des installations classées constate que les autres informations exigées par la réglementation concernant ces expéditions sont correctement renseignées dans le registre de sortie des déchets (code de traitement, qualification du traitement final, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois